

M. le président.- A la demande de l'auteur, excusé, et avec l'accord des ministres, l'interpellation est reportée à la prochaine réunion.

INTERPELLATION DE MME FATIHA SAÏDI

À M. BENOÎT CEREXHE □ MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE □ CHARGÉ DE L'EMPLOI □ DE L'ÉCONOMIE □ DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE MÉDICALE URGENTE □

concernant "l'utilisation des titres-services en Région bruxelloise".

M. le président.- La parole est à Mme Saïdi.

Mme Fatiha Saïdi.- Au début du mois de mai, un rapport d'enquête commandé par le ministère de l'Emploi auprès de la société IDEA Consult a été rendu public.

Ce rapport porte sur l'audit pour l'année 2005 du dispositif des titres-services lancé en 2004 par le gouvernement fédéral.

Si en terme national, on peut se réjouir du succès de ce dispositif, puisque l'objectif fixé de création de 25.000 emplois a été largement dépassé, des questions pressantes se posent néanmoins à propos de la Région bruxelloise. En effet, lorsque l'on regarde la ventilation des chiffres par Région, on constate que l'utilisation des titres-services à la fin décembre 2005 se répartit comme suit :

- 71,1% en Flandre

- 25 % en Wallonie

- et seulement 3,9% à Bruxelles !

Je vous avais déjà interpellé en octobre dernier sur cette matière et sur les dispositions qui seraient prises par notre Région pour sensibiliser et

De voorzitter.- Op verzoek van de indiener, die verontschuldigd is, en mits instemming van de ministers, wordt de interpellatie naar de volgende vergadering verschoven.

INTERPELLATIE VAN MEVROUW FATIHA SAÏDI

TOT DE HEER BENOÎT CEREXHE □ MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING □ BELAST MET TEWERKSTELLING □ ECONOMIE □ WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK □ BRANDBESTRIJDING EN DRINGENDE MEDISCHE HULP □

betreffende "het gebruik van dienstencheques in het Brussels Gewest".

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord.

Mevrouw Fatiha Saïdi (in het Frans).- *Begin mei werd een onderzoeksrapport bekendgemaakt dat door het ministerie van Tewerkstelling besteld was bij IDEA Consult. Dit bevat de evaluatie van de dienstencheques voor 2005.*

Nationaal bekeken zijn de dienstencheques een succes: het doel van 25.000 bijkomende banen werd ruimschoots gehaald. De verdeling van het gebruik hiervan per gewest is echter als volgt:

- 71,1% in Vlaanderen;

- 25% in Wallonië;

- en slechts 3,9% in Brussel!

In oktober heb ik u al gevraagd hoe u de potentiële werknemers en gebruikers van de mogelijkheden bewust zou maken en uw antwoorden waren geruststellend.

Volgens uw cijfers steeg het gebruik van 2004 tot januari 2006 na een trage start van 4.000 tot 10.000 dienstencheques. Dat was de grootste stijging van de drie gewesten.

informer les travailleurs et les utilisateurs potentiels. Les réponses présentées devant le parlement étaient encourageantes à l'époque.

Malgré le retard avec lequel la Région bruxelloise a pris part au dispositif des titres-services, on y enregistre, selon les chiffres que vous nous avez fournis, une utilisation passant de 4.000 à 10.000 titres-services de 2004 à janvier 2006, cette croissance étant par ailleurs la plus importante sur l'ensemble des trois Régions.

Néanmoins, la grande disparité entre Régions et le taux extrêmement bas enregistré en Région bruxelloise, la ventilation régionale très inégalitaire, ne peuvent s'expliquer par ce seul retard de démarrage.

Il est notoire que la Région bruxelloise a un taux de chômage extrêmement important et que l'une de ses problématiques essentielles est que ce public est "sous-qualifié". Il apparaît très surprenant que l'opportunité des titres-services, qui a priori est destinée à rencontrer cette population, n'ait pu être saisie de manière significative par notre Région.

Même si des travailleurs bruxellois ont peut-être pris part à des emplois titres-services dans les autres Régions, il n'en demeure pas moins que cette part ne doit pas être très significative dans la mesure où il s'agit pour l'essentiel d'emplois de proximité et qu'il est peu probable que cette catégorie de travailleurs fasse de longues navettes pour se rendre sur son lieu de travail.

Il semble donc peu vraisemblable que les taux d'occupation élevés dans les autres Régions, et surtout en Flandre, aient pu bénéficier de manière fort significative à l'emploi de travailleurs bruxellois.

Les interrogations s'amplifient quand on apprend que l'une des principales difficultés rencontrées par les employeurs est le manque de main-d'oeuvre. Ce paradoxe ne peut que nous laisser dubitatifs.

D'autre part, la faible proportion d'utilisation des titres-services en Région de Bruxelles-Capitale pose également question en termes de retour provenant de l'Etat fédéral. En effet, nous savons

De grote achterstand van Brussel is echter niet alleen te wijten aan een trage start.

Het Brussels Gewest kent een grote werkloosheid en de werklozen zijn vaak laaggeschoold. De dienstencheques zijn precies voor dit soort publiek bedoeld. Het verbaast me dan ook dat het gewest hier zo weinig gebruik van maakt.

Sommige Brusselaars hebben via de dienstencheques misschien werk gevonden in de andere gewesten, maar zeker niet veel. Het is immers onwaarschijnlijk dat zij zich daarvoor over grotere afstanden zullen verplaatsen.

Een van de grootste problemen zou het gebrek aan arbeidskrachten zijn. Die paradox stemt tot nadenken.

Het geringe gebruik van de dienstencheques in het Brussels Gewest zorgt ook voor problemen in verband met de return van de federale overheid. De federale overheid financiert de meeste kosten van de maatregel via de sociale zekerheid en de belastingvermindering voor de gebruikers. De Brusselse bevolking heeft dus maar weinig profijt gehaald uit die federale voordelen.

Hoe komt het dat de dienstencheques zo weinig succes kennen in het Brussels Gewest? Hoe zit het met de resultaten voor het eerste kwartaal van 2006?

Welke maatregelen heeft de regering genomen naar aanleiding van de resultaten die bekend zijn gemaakt?

Hoe zal de regering de dienstencheques promoten bij de particulieren en de werknemers? Zal ze wijkacties organiseren in samenwerking met de plaatselijke verenigingen?

Zijn er specifieke maatregelen genomen om sociale-economiebedrijven die opleidingen en duurzame betrekkingen aanbieden te steunen?

In Vlaanderen kunnen de dienstencheques ook worden gebruikt voor kinderopvang. Hoe zit het met dat debat in Brussel?

que celui-ci finance l'essentiel des coûts du dispositif via la sécurité sociale et les possibilités de déductions fiscales par les utilisateurs. C'est donc aussi la population bruxelloise qui a, de manière peu significative, bénéficié de ces avantages mis en place par le niveau fédéral.

Comment expliquez-vous un aussi faible taux d'utilisation des titres-services en Région de Bruxelles-Capitale ? Connaissez-vous déjà les tendances pour le premier trimestre 2006 ?

Pourriez-vous nous indiquer quelles sont les mesures prises par le gouvernement à la suite des résultats qui ont été rendus publics ?

Quelles sont les campagnes de promotion du titre-services auprès des particuliers et des travailleurs qui ont été mises en place dans notre Région ? Des actions dans les quartiers et associations ont-elles été organisées ? Quels en sont les impacts éventuels ?

Des mesures spécifiques sont-elles prévues afin de soutenir les employeurs de l'économie sociale qui favorisent la formation et les emplois durables ? Si oui, lesquelles ?

Le rapport fait mention de l'utilisation de titres-services pour l'accueil d'enfants, comme c'est le cas en Flandre. Nous avons déjà abordé cette question en octobre dernier. Qu'en est-il du débat sur ce sujet en Région bruxelloise ?

Discussion

M. le président. - La parole est à M. Cerexhe.

M. Benoît Cerexhe □ **ministre.** - La Région présente un pourcentage d'utilisation de la mesure encore faible, mais qui est en progrès par rapport à la situation qui prévalait au moment où j'ai accédé à mes fonctions ! Un peu de critique historique s'impose en la matière ! En janvier 2004, 400 chèques avaient été émis en Région bruxelloise, sur les 253.000 qui étaient émis dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui, deux ans plus tard, nous sommes passés de 400 à 107.915 chèques, ce qui

Bespreking

De voorzitter. - De heer Cerexhe heeft het woord.

De heer Benoît Cerexhe □ **minister** (*in het Frans*). - *Het gebruik van de dienstencheques ligt nog laag in Brussel, maar neemt gestaag toe. In januari 2004 werden slechts 400 van de 253.000 dienstencheques in Brussel gebruikt. Vandaag gaat het om 107.915 cheques. We hebben in twee jaar tijd dus een grote inhaalbeweging gemaakt.*

De maandelijkse groei van het aantal gebruikers bedraagt 6,6% in Brussel tegenover 4,3% in de

représente un pourcentage global non pas de 3,9%, mais de 4,3%. En moins de deux ans de ce gouvernement, entre mai 2004 et mai 2006, notre retard s'est résorbé de près de la moitié.

Cette augmentation s'explique par des taux de croissance mensuelle qui sont systématiquement supérieurs à Bruxelles par rapport aux deux autres Régions. Le taux de croissance des utilisateurs est de l'ordre de 6,6% mensuellement à Bruxelles, pour seulement 4,3% dans l'ensemble du pays. Cela résulte d'un certain essoufflement au Nord et au Sud du pays et d'un taux de croissance extrêmement soutenu à Bruxelles. Bruxelles rattrape donc son retard.

Vous me demandez ce qu'il en est pour le 1er semestre 2006. Je puis vous dire que cette tendance haussière se confirme pour cette période. Entre janvier et mars, le taux de croissance des chèques émis était de 14% à Bruxelles, de 4% en Flandre et en Wallonie.

A ce rythme, et toutes choses étant égales par ailleurs, nous pouvons espérer que Bruxelles atteigne la barre des 10% d'ici la fin de la législature. Nous pouvons affirmer que cette augmentation de l'utilisation des titres-services fait suite aux actions entreprises par ce gouvernement, lesquelles sont d'ailleurs inscrites pour partie dans le Contrat pour l'économie et l'emploi.

S'agissant d'une mesure qui, je vous le rappelle, est fédérale, nos efforts ont porté sur une meilleure information des ménages bruxellois, sur les possibilités et avantages offerts par cette initiative. C'est bien là l'objectif prioritaire : informer. En tout cas, aujourd'hui, les résultats sont là.

En 2005, un budget de 500.000 euros avait été prévu à cet effet. Il est complètement épuisé. Vous avez certainement aperçu les campagnes titres-services qui ont été lancées l'année dernière. Avec l'ORBEM, nous avons déployé cette campagne sur une grande échelle. Un numéro vert call-center a été ouvert à cette occasion ; cette campagne a été suivie d'un rappel en décembre 2005 ; une lettre spéciale d'information a été envoyée à tous les demandeurs d'emploi pour les informer sur ces possibilités ; des séances d'information ont été organisées par l'ORBEM à leur intention. Tout

rest van het land. In het noorden en het zuiden van het land is dus een zeker tempoverlies waar te nemen en Brussel begint op de andere gewesten in te lopen.

In het eerste semester van 2006 is een stijging waar te nemen van 14% in Brussel en van 4% in Vlaanderen en Wallonië. Bij dit tempo zou Brussel tegen het einde van de zittingsperiode wel eens 10% kunnen halen. Dat er meer dienstencheques worden gebruikt, is het resultaat van succesvolle beleidsmaatregelen op het vlak van informatieverstrekking.

In 2005 heeft het gewest 500.000 euro uitgetrokken voor een grootschalige informatiecampagne in samenwerking met de BGDA. Er werd onder meer een groene telefoonlijn geopend. In december 2005 werd de campagneboodschap herhaald in de vorm van een informatiebrief en informatiesessies voor alle werkzoekenden. Dit alles werd opgenomen in het CBP (contract voor beroepsproject).

We hebben een achterstand in te halen wat het gebruik van de dienstencheque betreft. De 10% ligt nog niet binnen bereik. In 2006 zal dan ook opnieuw een bedrag van 200.000 euro gaan naar informatie voor het grote publiek. Dit bedrag is kleiner dan in 2005, omdat het basismateriaal van de campagne al bestaat. Ook de werkzoekenden zullen we opnieuw aanspreken.

Daarnaast komen er ook nieuwe maatregelen. Zoals vermeld in het Terwerkstellingsplan zoekt de BGDA naar manieren om werkzoekenden vlotter in contact te brengen met de werkaanbiedingen in het kader van de dienstencheques. Men denkt aan een interface tussen het computersysteem van de BGDA en dat van de privé-bedrijven.

Er worden ook projecten in het kader van de sociale inschakelingseconomie die gebruik maken van dienstencheques, ondersteund. Dergelijke maatregelen zorgen ervoor dat steeds meer Brusselaars gebruik maken van het systeem.

In het rapport waarnaar u verwees, is er inderdaad sprake van steunmaatregelen voor zwangere zelfstandigen.

cela a été valorisé à l'intérieur du CPP (Contrat de projet professionnel).

Il reste évidemment que cette utilisation des titres-services doit se développer. Nous rattrapons notre retard, mais nous sommes encore loin des 10%. A cette occasion, nous allons redévelopper des campagnes d'information. Vous avez certainement vu que nous avons prévu un nouveau budget en 2006 pour développer ces campagnes : 200.000 euros à cette fin. C'est moins que l'année précédente, puisque les supports ont été créés. Ils existent et ont fait leurs preuves.

Nous allons également poursuivre régulièrement la sensibilisation de nos demandeurs d'emploi. D'autres pistes sont également exploitées. Comme il est précisé dans notre plan pour l'emploi, l'ORBEM travaille à trouver des solutions permettant un accès plus aisé aux offres d'emploi titres-services pour les demandeurs d'emploi qui sont intéressés par ce dispositif.

Pour ce faire, nous réfléchissons à la mise en place d'une interface informatique entre l'ORBEM et les entreprises privées. Ceci permettrait de maximiser les échanges d'informations en la matière.

Dans le cadre de l'économie sociale d'insertion, des projets utilisant les titres-services sont également soutenus. J'en parlerai dans ma réponse à la question de Mme P'tito. Toutes ces actions feront augmenter le nombre de Bruxellois utilisant et/ou bénéficiant de la mesure.

Concernant le débat sur l'utilisation des titres-services dans le secteur de l'accueil de l'enfance, le rapport dont vous tirez vos informations parle effectivement d'une mesure spécifiquement destinée à l'aide à la maternité en faveur des travailleuses indépendantes.

Cette aide a pour objectif de leur permettre de reprendre plus aisément leurs activités professionnelles après la période de repos d'accouchement, tout en profitant de leur vie de famille. Elle consiste en l'octroi gratuit de 70 titres-services donnant droit aux services d'une personne pour les aider pendant 70 heures dans leurs tâches ménagères. Ces titres-services sont tout à fait classiques. Leur champ d'application

De bedoeling is dat zelfstandigen steun krijgen als ze na hun bevallingsverlof opnieuw aan de slag gaan. Vrouwen die een zelfstandig beroep uitoefenen, hebben recht op dienstencheques die ze kunnen gebruiken om gedurende 70 uur een beroep te doen op iemand die hen komt helpen met het huishouden. Het gaat echter om klassieke dienstencheques, die niet gebruikt kunnen worden voor kinderopvang.

Het Vlaams Gewest heeft een dienstencheque ingevoerd die gebruikt kan worden om een kinderopvang aan huis te laten komen. De kosten worden volledig gedragen door het Vlaams Gewest. Het Brussels Gewest beschikt niet over voldoende middelen om zo'n maatregel te nemen.

Wat de gewestelijke steun voor kinderopvang betreft, verkies ik om gebruik te maken van GESCO's.

fédéral n'est pas étendu à l'accueil de l'enfance.

La Flandre a décidé, comme chaque Région en a la capacité, de créer un titre-services pour la garde d'enfants à domicile. Le champ d'application de ces chèques est cependant tout à fait spécifique. Il est clair que la Flandre supportera seule la charge budgétaire de la mesure, laquelle ne pourrait être envisageable à Bruxelles dans l'état actuel du budget régional.

Concernant le soutien régional au secteur de l'accueil de la petite enfance, nous avons préféré utiliser la voie des emplois subventionnés dans le cadre des ACS (Agents contractuels subventionnés), dans le cadre de la programmation décidée par la Communauté française. Le gouvernement a d'ailleurs pris une décision à ce sujet il y a trois semaines.

M. le président. - La parole est à Mme Saïdi.

Mme Fatiha Saïdi. - Merci pour vos réponses. Je voudrais revenir sur un point : le manque de main-d'œuvre que rencontrent les sociétés agréées et les sociétés d'intérim. Je reste perplexe par rapport à cette situation, sachant, comme je l'ai dit dans mon interpellation, que nous avons en Région bruxelloise un taux de chômage important et des personnes sous-qualifiées en abondance. Où réside dès lors le problème pour trouver cette main-d'œuvre ? Y a-t-il un manque d'information ? Les personnes ne sont-elles pas sensibilisées ? Si on a écrit aux demandeurs d'emploi, je ne comprends pas pourquoi on bute toujours contre cette difficulté.

Vous insistez sur l'effort d'information. Evidemment, c'est aussi l'une de mes inquiétudes. C'est la raison pour laquelle je vous interpelle régulièrement. En lisant de manière plus attentive l'étude qui a été réalisée, on se rend compte que les titres-services restent en Région bruxelloise l'apanage d'une population plus nantie. Il y a encore des efforts à réaliser vers les publics défavorisés, en termes d'utilisateurs. Il y a moyen de sensibiliser davantage les utilisateurs à l'embauche des personnes d'origine étrangère. Il apparaît dans cette étude que les utilisateurs sont

De voorzitter. - Mevrouw Saïdi heeft het woord.

Mevrouw Fatiha Saïdi *(in het Frans).* - Hoe komt het dat de erkende bedrijven en de uitzendbedrijven moeite hebben om arbeidskrachten te vinden, terwijl het gewest zoveel werklozen en laaggeschoolden telt? Is dit te wijten aan een gebrek aan informatie en sensibilisering? Als werkzoekenden werden aangeschreven, begrijp ik niet waarom er nog steeds een probleem is.

Uit de studie blijkt dat de dienstencheques in Brussel vooral door de meer gegoede inwoners worden gebruikt. Er moeten dus inspanningen worden geleverd om die cheques ook bij de minder gegoede bevolkingsgroepen te promoten. Bovendien zouden de gebruikers niet altijd erg happig zijn om personen van buitenlandse oorsprong aan te werven, ook al willen die het werk doen.

plus frileux pour engager des personnes d'origine étrangère, même si elles se disent prêtes à le faire.

M. le président.- La parole est à M. Cerexhe.

M. Benoît Cerexhe □ **ministre.**- J'ai eu il y a quelques mois l'occasion de faire une réunion avec l'ensemble des sociétés agréées dans le domaine des titres-services à l'ORBEM. Ce dernier nous a expliqué que 600 demandeurs d'emploi avaient fait offre de services, mais qu'il n'y avait pas d'emploi dans le cadre de ces titres-services. Donc, le manque de main-d'œuvre auquel vous faites allusion n'est pas une réalité.

Mme Fatiha Saïdi.- C'est ce que j'ai ressorti de l'étude. Je n'ai pas été sur le terrain.

M. Benoît Cerexhe □ **ministre.**- Et moi je vous transmets ce que mon acteur institutionnel m'a dit en face de toutes les sociétés agréées. Il y a de la main-d'œuvre disponible. En termes d'information dans le cadre du CPP et de la lettre d'information que nous envoyons personnellement à tous les demandeurs d'emploi, ces derniers ont tous été informés de ce dispositif de titres-services. Le CPP touche quand même plusieurs dizaines de milliers de personnes en Région bruxelloise.

Dans le cadre de la campagne d'information, les 200.000 euros qui sont prévus au budget 2006 et qui n'ont pas encore été liquidés vont servir à développer cette information. Je suis un grand défenseur des titres-services à Bruxelles. Le gouvernement a poussé cette mesure en Région bruxelloise. Les résultats sont bons : nous résorbons progressivement notre retard, et la progression est plus importante à Bruxelles que dans les autres Régions. On peut encore aller plus vite et plus loin mais, objectivement, le bilan est déjà positif.

- *L'incident est clos.*

De voorzitter.- De heer Cerexhe heeft het woord.

De heer Benoît Cerexhe □ **minister** *(in het Frans).*- *Enkele maanden geleden vond er bij de BGDA een vergadering plaats met alle erkende bedrijven. Volgens de BGDA hadden 600 werkzoekenden hun diensten aangeboden, maar was er geen werk in het kader van de dienstencheques. Er is dus geen gebrek aan arbeidskrachten, zoals u beweert.*

Mevrouw Fatiha Saïdi *(in het Frans).*- *Dat is wat ik uit de studie heb afgeleid. Ik ben echter niet op het terrein geweest.*

De heer Benoît Cerexhe □ **minister** *(in het Frans).*- *Wat de sensibilisering betreft, hebben wij in het kader van het contract voor beroepsproject aan alle werkzoekenden een brief gestuurd met informatie over het systeem van de dienstencheques. Die informatie zal nog worden versterkt dankzij de 200.000 euro die op de begroting 2006 staan ingeschreven.*

Ik ben een groot voorstander van de dienstencheques en de regering heeft deze maatregel in Brussel aangezwengeld. De resultaten zijn positief, aangezien de achterstand met de andere gewesten geleidelijk aan kleiner wordt.

- *Het incident is gesloten.*